Entretien Zuerst!

1) Cette « Europe »-là n'a évidemment rien à voir avec l'Europe réelle. Il y a encore quelques décennies, l'« Europe » apparaissait comme la solution à tous les problèmes. Aujourd'hui, on réalise qu'elle est elle-même devenue un problème – et qu'elle aggrave tous les autres. La conséquences la plus désastreuse, c'est que dans la plupart des pays européens, le rejet de l'« Europe » de Bruxelles a entraîné un rejet de l'Europe tout court. Pis encore, les derniers événéments (problème de la dette publique, crise de l'euro, etc.), non seulement n'ont pas favorisé l'unité de l'Europe, mais ont au contraire créé ou révélé de nouvelles divisions. On a même vu réapparaître dans le Sud de l'Europe une germanophobie qu'on espérait à jamais disparue, tandis que les pays méditerranéens se voyaient traiter de « paresseux » ou de « pays du Club Méditerranée », et qu'en Europe centrale et orientale les irrédentismes les plus ridiculement obsolètes fleurissent à nouveau. Pour moi qui me suis toujours beaucoup plus défini comme Européen que comme Français, c'est un constat accablant.

2) L'Union européenne, telle qu'elle existe aujourd'hui, nuit incontestablement à l'Europe. La construction européenne s'est effectuée depuis le début en dépit du bon sens. On a voulu partir de l'économie et du commerce, au lieu de partir de la politique et de la culture (en s'imaginant que, par une sorte d'effet de cliquet, une improbable « citoyenneté économique » européenne se transformerait magiquement en citoyenneté politique). Au lieu de chercher à construire l'Europe à partir de la base, dans le respect des régions et des nations, conformément au principe de subsidiarité (ou de compétence suffisante), on l'a construite de manière autoritaire à partir du haut, en donnant à une Commission de Bruxelles dépourvue de toute légitimité démocratique un pouvoir réglementaire qui tend à décider de tout, et qui s'impose désormais aux parlements nationaux et locaux. On a ensuite donné la priorité à un élargissement hâtif de l'Union européenne à des pays d'Europe centrale et orientale qui n'étaient en réalité soucieux que de bénéficier des largesses monétaires de l'Union et de se placer sous le parapluie américain en adhérant à l'OTAN, au lieu de donner la priorité à un approfondissement de ses structures de décision politique, ce qui a abouti à généraliser l'impuissance et la paralysie. On a prétendu doter cette structure hybride d'une Constitution – en fait un simple traité constitutionnel – sans jamais avoir le courage de poser la question du pouvoir constituant. Enfin, on a voulu faire l'Europe sans les peuples, voire contre eux, avec pour résultat que les peuples, les rares fois où on leur a donné la parole, ont presque toujours répondu « non ».

Un préalable indispensable aurait consisté à poser clairement la question des finalités de la construction européenne, ce que personne n'a jamais voulu faire sérieusement. Pour le dire en termes très clairs, s'agit-il de faire de l'Europe un grand marché aux frontières floues, appelé à s'intégrer dans une vaste zone de libre-échange

« transatlantique », ou bien de s'employer à jeter les bases d'une puissance autonome, aux frontières géopolitiques nettement délimitées, qui puisse être à la fois un foyer de culture et de civilisation original, et un pôle de régulation de la globalisation ? Il est clair que ces deux objectifs sont totalement incompatibles. Je suis pour ma part favorable à une Europe-puissance, pas à une Europe-marché. J'appelle de mes vœux une grande puissance européenne autonome, mais je constate, malheureusement, que l'Union européenne s'oriente de plus en plus dans la direction opposée.

3) Il n'est pas aisé de répondre à cette question, non seulement parce que les Européens semblent aujourd'hui oublieux de leur identité (et parfois même aspirent à ne plus en avoir), mais aussi parce qu'historiquement parlant, l'identité européenne a toujours été très complexe, voire très composite. Certains pensent résoudre le problème en invoquant les « racines chrétiennes » de l'Europe. C'est oublier que les cultures européennes avaient déjà plusieurs millénaires d'existence derrière elles lorsque le christianisme est apparu. Il n'est évidemment pas de question de nier l'importance de l'élément chrétien dans l'histoire de l'Europe, mais si l'on veut véritablement parler de « racines », alors il faut se tourner vers le passé pré-chrétien de l'Europe, c'est-à-dire vers les anciennes cultures celtiques, germaniques, slaves, latines et grecques d'origine indo-européenne, dont nous sommes les héritiers.

On peut bien entendu donner à la question une réponse plus intellectuelle, par exemple en soulignant l'importance de la notion de liberté dans l'histoire de l'Europe. Il y a, depuis les origines, un idéal de l'« homme libre » en Europe. Pour ma part, je serai aussi tenté de mettre l'accent sur la notion d'objectivité (l'Europe est la seule culture qui s'est employée à tenter de comprendre les autres cultures), et surtout celle de philosophie (qui se définit comme une tentative de donner une réponse aux questions ultimes sans se satisfaire de la seule tradition ou des réponses toutes faites des religions).

Les identités nationales sont certainement une composante de l'identité européenne, mais elles ne sont pas les seules. L'identité allemande n'a pas eu besoin d'un Etat national pour se former et s'affirmer au cours des siècles, que ce soit dans l'Antiquité ou à l'époque du Saint-Empire romain-germanique. Il y a dans les milieux de la droite allemande une sorte de fétichisme de l'Etat national que je trouve assez irréaliste. L'Etat national est de toute évidence entré en crise dès les années 1930. A l'époque de la modernité, l'Etat national exerçait l'essentiel du pouvoir politique, tandis que l'existence des frontières suffisait à garantir l'identité collective des habitants. A l'époque postmoderne, le pouvoir ne se confond plus avec l'instance étatique, et les frontières n'arrêtent plus rien.

4) Cette façon de faire est évidemment tout à l'opposé de ce que Nietzsche entendait lorsqu'il parlait des « bons Européens de l'avenir ». Etre un « bon Européen », ce serait ne consentir à des abandons de souveraineté nationale qu'à la condition que cette souveraineté soit transférée à un niveau supérieur qui lui donne encore plus de force et de pouvoir. C'est le contraire qui se passe aujourd'hui : les Etats consentent à des abandons de souveraineté au profit d'une entité supranationale, dirigée par la Commission de Bruxelles, qui n'a aucune souveraineté politique réelle – et qui ne veut pas en avoir. Etre un « bon Européen », ce serait protéger l'industrie et le commerce au moyen d'un protectionnisme communautaire raisonnable. Au lieu de cela, l'Europe s'est

convertie au libre-échangisme intégral pour répondre aux exigences de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), c'est-à-dire aux exigences de la logique du capital et des marchés financiers. Etre un « bon Européen », ce serait faire de l'Europe une puissance autonome par rapport aux Etats-Unis, et réaffirmer les prérogatives géopolitiques de la puissance de la Terre par rapport aux ambitions de la puissance de la Mer. Ce serait refuser de participer à des guerres (Irak, Libye, Afghanistan, demain peut-être Syrie ou Iran) qui ne sont en rien conformes aux intérêts européens. Mais là encore, c'est à l'inverse que l'on assiste.

J'ajouterai que l'Europe a également besoin d'une Russie forte, ayant retrouvé son statut traditionnel de grande puissance et son rôle de facteur structurant des relations internationales, pour sauvegarder sa propre indépendance et échapper à toute forme de tutelle ou d'ingérence extérieure. Son intérêt politique et géopolitique réside dans un partenariat aussi étroit que possible avec une Russie dont elle est déjà complémentaire sur le plan économique et technologique. Que l'Europe semble aujourd'hui choisir la route inverse ne change rien à cette urgente nécessité d'une politique néo-bismarckienne d'entente avec la Russie. L'Europe doit se désengager définitivement de l'Occident pour se tourner vers l'Est. Que la Russie décline, et c'est son propre déclin qui s'ensuivra.

5) Ne surestimez pas les vertus des pays que vous citez. L'Angleterre se montre « eurosceptique » pour la seule raison qu'elle s'est toujours sentie plus proche de la puissance américaine que des intérêts européens. C'est pourquoi le général de Gaulle s'était à juste titre opposé, en 1963 comme en 1967, à son entrée dans ce qui était alors la Communauté économique européenne. La France, sous la présidence de Sarkozy, s'est mise à la remorque de Washington (et de Tel-Aviv), comme le montre sa décision, prise en avril 2009, de réintégrer les structures militaires intégrées de l'OTAN. C'est également en France qu'a pour la première été adoptée, en janvier 1973, une loi interdisant à la Banque de France de prêter de l'argent sans intérêt à l'Etat. Cette disposition, bientôt étendue à toute l'Europe et reprise par les traités de Maastricht et de Lisbonne, est la cause première du fait que les Etats sont désormais obligés de s'endetter lourdement auprès des banques et des marchés financiers, ce qui les place sous la domination des intérêts privés. Le cas de Hongrie est particulier. Ce petit pays essaie de s'opposer, non sans courage, aux diktats des marchés financiers, mais il reste à savoir combien de temps il pourra résister aux foudres de la Commission de Bruxelles.

6) La nation est synonyme de Vaterland, la région synonyme de Heimat. Je ne suis pas de ceux qui opposent la Heimat et les Vaterländer. Nations et régions sont aussi nécessaires les unes que les autres au maintien des identités collectives et des valeurs partagée. Je suis d'ailleurs favorable à une plus grande autonomie des régions qui ont une personnalité culturelle et linguistique affirmée, comme par exemple, dans le cas de la France, la Bretagne, le Pays Basque, l'Alsace-Lorraine, la Corse, etc. Ces régions sont souvent des régions transfrontalières. Reconnaître leur personnalité, rendre légitime l'emploi public des langues régionales (ce que la Constitution française, d'inspiration jacobine, interdit au motif que la France est une « République une et indivisible »), irait à l'encontre du processus d'appauvrissement que l'Etat-nation jacobin n'a cessé de mettre en œuvre. D'une façon plus générale, à l'heure où les Etats-nations voient leur marge de manœuvre se restreindre de plus en plus, tandis que le fossé entre le peuple et les « élites » ne cesse de se creuser, je suis favorable, non seulement au régionalisme, mais

au localisme. L'action locale me paraît en effet de nature à favoriser le recours au principe de subsidarité et à remédier à la dé-liaison sociale, en favorisant la démocratie participative sous toutes ses formes (démocratie de base ou démocratie directe).

7) Le but des Américains est toujours le même : convertir toute la planète à leurs valeurs et à leur mode de vie. Les Américains, depuis leurs origines, se sont toujours considérés comme investis d'une mission universelle et « providentielle ». Cette orientation est due à la composante religieuse de leur histoire. Dès l'époque des Pères fondateurs, les Etats-Unis on établi entre eux et le « reste du monde » (*rest of the world*) une coupure idéologique fondamentale : ils représentaient la nouvelle Terre promise, la nouvelle Jérusalem céleste, qui allait s'émanciper des vices inhérents à l'Europe. Mais en même temps, leur universalisme était teinté de messianisme : ils croyaient qu'il leur revenait de conformer le monde à leurs valeurs et à leurs normes. C'est dans cet esprit qu'il faut interpréter à la fois la doctrine Monroe et la théorie de la « Destinée manifeste » (*Manifest Destiny*). Dans cette optique, tous les peuples de la Terre devraient à terme adopter le mode de vie américain et les valeurs qui le sous-tendent. Les Américains, au fond, jugent que le monde ne sera vraiment compréhensible que lorsqu'il sera américanisé.

Les Etats-Unis avaient espéré, au lendemain de l'effondrement du système soviétique, pouvoir devenir la seule grande puissance mondiale. C'était l'époque où Francis Fukuyama prétendait voir arriver la « fin de l'histoire ». Depuis lors, l'histoire a largement fait retour. Les Etats-Unis semblent eux-mêmes avoir atteint l'apogée de leur puissance, et devoir connaître maintenant un certain déclin. Le XXIe siècle ne sera pas celui d'un monde unipolaire, américanocentré, mais beaucoup plus probablement un *pluriversum* (Carl Schmitt), un monde multipolaire, dont les principaux acteurs seront les grands ensembles civilisationnels et les blocs continentaux. Des puissances émergentes sont en train de s'affirmer : Chine, Brésil, Inde, etc. La Russie, depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, retrouve peu à peu son rôle traditionnel de grande puissance régionale, en même temps qu'elle continue à représenter le centre stratégique, le *heartland*, du continent eurasiatique, ce qui lui confère un rôle géopolitique particulièrement important. Synthétisant les enseignements de Rudolf Kjellén ou Karl Haushofer, le géopolicien Mackinder disait : « Qui contrôle l'Eurasie, contrôle le monde », ce qui est toujours vrai aujourd'hui. Le monde est en train de se recomposer.

La force des Etats-Unis se nourrit surtout de la faiblesse des Européens, et de leur propension à se satisfaire de devenir l'objet de l'histoire des autres. Que les Américains aient pris position pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, par exemple, ne devrait avoir strictement aucune importance si les Européens décidaient une fois pour toutes de ne pas se déterminer en fonction de ce que dit Washington. Concernant ce point précis, je crois d'ailleurs que la question de l'entrée de la Turquie dans l'EU n'est plus à l'ordre du jour. L'Europe de Bruxelles a déjà trop de problèmes pour pouvoir envisager sérieusement d'« intégrer » à court terme un pays comme la Turquie. Et les Turcs y croient eux-mêmes de moins en moins. C'est pourquoi ils réorientent actuellement leur politique étrangère dans le sens de la création d'un vaste « espace turcophone » susceptible de peser de plus en plus dans les affaires du Proche-Orient.

8) On peut le dire, tout en restant conscient qu'une influence extérieure est toujours « filtrée » par la personnalité de ceux qui la subissent. Il y a sans aucun doute une « américanisation » de l'Europe, mais il ne faut pas la voir comme un simple décalque. Il y a par ailleurs une hégémonie de plus en plus accentuée de la langue anglaise – une langue appauvrie, en fait une sorte de « sabir d'aéroport » –, à laquelle l'usage d'Internet contribue considérablement. Mais au-delà de l'hégémonie linguistique, culturelle ou technologique, ce à quoi l'on assiste surtout, malheureusement, c'est à l'intériorisation par l'imaginaire symbolique des valeurs de rentabilité, d'efficacité, de calculabilité, des valeurs marchandes et commerciales dont la puissance américaine est le principal vecteur, mais qui proviennent en fait d'abord de la diffusion planétaire d'un capitalisme destructeur, essentiellement financiarisé et presque entièrement déterritorialisé.

9) Je ne suis pas sûr que la globalisation ou l'américanisation soient véritablement perçues comme « attractives » en Europe. Elles sont plutôt vécues comme quelque chose de naturel ou d'inévitable. Les Européens, de ce point de vue, vivent sous l'horizon de la fatalité, parce qu'ils sont vidés de toute énergie et incapables de toute vraie volonté politique. D'une certaine façon, c'est encore plus grave.

10) Bien sûr. L'immigration est aujourd'hui un problème grave, et les pathologies sociales qu'elle engendre ne sont que trop évidentes. Mais on se trompe en s'imaginant que l'on fera face à ces problèmes par la xénophobie, ou en déplaçant la légitime critique de l'immigration (et non des immigrés) vers une critique à mon avis plus contestable de l'« islamisation ». Surtout, comme vous le dites, faire de la lutte contre l'immigration une fixation obsessionnelle ou une priorité absolue ne peut que rendre aveugle à bien d'autres problèmes qui sont au moins aussi importants – non seulement l'américanisation, mais aussi et surtout la dévastation de la Terre par le productivisme et les pollutions, l'épuisement des réserves naturelles, la destruction du lien social, la crise de l'école et de la culture, les méfaits des marchés financiers, l'exploitation du travail vivant par le système capitaliste, la toute-puissance du système de l'argent, la déshumanisation des rapports sociaux, et bien d'autres choses encore. Du point de vue économique, d'ailleurs, l'immigration est avant tout un moyen pour le patronat d'exercer une pression à la baisse sur les salaires. L'immigration, c'est l'armée de réserve du capital ! Beaucoup de gens s'imaginent apparemment que si tous les immigrés disparaissaient demain comme par magie, tous nos problèmes seraient résolus. Je crois pour ma part que les problèmes les plus fondamentaux auxquels nous avons à faire face seraient toujours là.

11) Ce serait le rôle que l'histoire, la géographie et la géopolitique lui assignent. L'Allemagne est le centre de l'Europe. Une Europe politiquement unifiée aurait Berlin pour capitale. Ce n'est évidemment pas pour demain ! Nietzsche disait : « L'Europe se fera au bord du tombeau ».